

Un rapport sur les nouveaux métiers des Énergies marines renouvelables

Dossier de rédaction de H2o
January 2011

Le gouvernement a fixé l'objectif ambitieux de porter à 23 % la consommation d'énergie finale d'ici à 2020. Cet objectif ne sera pas atteint sans l'exploitation des ressources des océans, qui représentent pour la France un espace immense de 11 millions de km².

Le rapport remis par Gisèle Gautier, sénateur de Loire-Atlantique, s'inscrit dans la continuité du Grenelle de la mer en insistant sur le potentiel exceptionnel des énergies marines sous toutes leurs formes : hydrolienne, marémotrice, éolienne posée ou flottante, énergie thermique des mers, biomasse marine... Le rapport fait un point sur la concurrence internationale et l'état des filières technologiques. Il propose une stratégie de développement des métiers liés aux énergies marines. Sans ces métiers et sans la mise en place de formations adéquates, note le rapport, l'émergence d'une filière industrielle ne pourra pas prospérer.

Les énergies marines constituent aujourd'hui un important gisement d'emplois en exploitation et en maintenance. Le secteur maritime est directement concerné à travers la construction navale, les ports et les services à la mer. Pour le seul éolien offshore, 150 000 emplois pourraient être créés dans l'Union Européenne d'ici 2025. Parmi les propositions de son rapport, Gisèle Gautier a insisté au préalable sur la nécessité de lancer au plus vite un appel d'offres pour le développement des éoliennes offshore. Elle propose également la mise en place d'un plan de formation spécifique, la conduite d'actions de sensibilisation et de communication ou le développement du tourisme "éolien" en mer, à l'image de l'exemple danois. "Le Grenelle de la mer a montré que les océans représentaient un potentiel de croissance et de création d'emplois exceptionnels. Il est temps pour la France d'investir massivement dans le développement des énergies marines et de créer les conditions d'une "croissance bleue". Avec le deuxième espace maritime mondial, la France doit prendre dans ce secteur la place de leader qui lui revient naturellement" a déclaré Nathalie Kosciusko-Morizet.

Environnement France - 20-01-2011